



HAL
open science

La pauvreté des exploitations familiales nicaraguayennes : retard technique ou manque de terre ?

Sébastien Bainville, Rolando Mena, Elisabeth Rasse-Mercat, Isabelle Touzard

► **To cite this version:**

Sébastien Bainville, Rolando Mena, Elisabeth Rasse-Mercat, Isabelle Touzard. La pauvreté des exploitations familiales nicaraguayennes : retard technique ou manque de terre ?. *Revue Tiers Monde*, 2005, 46 (183), pp.559-580. 10.3406/tiers.2005.5593 . hal-02678364

HAL Id: hal-02678364

<https://hal.inrae.fr/hal-02678364>

Submitted on 4 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

La pauvreté des exploitations familiales nicaraguayennes : retard technique ou manque de terres ?

Sébastien Bainville, Rolando Mena, Élisabeth Rasse-Mercat, Isabelle Touzard

Abstract

Sébastien Bainville, Rolando Mena, Elisabeth Rasse-Mercat, Isabelle Tou- ZARD — Family farming poverty in Nicaragua : Technical delay or lack of land ? This study, based on an analysis of farming in ten Nicaraguan communities, presents three main categories depending on land held, salaries and labour force involved : farm work is either carried out solely by hired labour, shared between farmers and extra hired labour, or entirely done by farmers and their families. The comparison of the technical and economical achievements of these groups shows the interest in family farming : it is often more productive and offers more rural employments. This article thus stresses the need to support and maintain small farms, although increasing liberalism seriously threatens favourable land policies.

Citer ce document / Cite this document :

Bainville Sébastien, Mena Rolando, Rasse-Mercat Élisabeth, Touzard Isabelle. La pauvreté des exploitations familiales nicaraguayennes : retard technique ou manque de terres ?. In: Tiers-Monde, tome 46, n°183, 2005. Paysans : modes de survie. pp. 559-580;

doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.2005.5593>

https://www.persee.fr/doc/tiers_1293-8882_2005_num_46_183_5593

Fichier pdf généré le 01/04/2019

LA PAUVRETÉ DES EXPLOITATIONS FAMILIALES NICARAGUAYENNES : RETARD TECHNIQUE OU MANQUE DE TERRE ?

par Sébastien BAINVILLE*, Rolando MENA**,
Élisabeth RASSE-MERCAT* et Isabelle TOUZARD*

À partir de l'analyse de l'agriculture pratiquée dans une dizaine de localités du Nicaragua, cette étude met en évidence des disparités importantes en termes de disponibilité foncière et de travail salarié entre les exploitations capitalistes, patronales et familiales. La comparaison des performances montre tout l'intérêt des exploitations familiales : elles créent plus de richesses et d'emplois stables. L'article souligne donc l'intérêt, pour lutter contre la pauvreté, de maintenir et renforcer ces petites exploitations. Cependant, la libéralisation de l'économie compromet sérieusement la conduite de politiques foncières qui leur seraient favorable.

Au Nicaragua, comme dans la plupart des pays latino-américains, il est fréquent de distinguer l'agriculture « technifiée » de l'agriculture « non technifiée », ou encore l'agriculture d'« entreprise » de l'agriculture « traditionnelle ». La libéralisation des échanges a placé la compétitivité des exploitations agricoles au centre des préoccupations et ce vocabulaire, longtemps cantonné à l'assistance technique, est désormais employé dans les programmes nationaux de politique économique :

« L'agriculture traditionnelle est majoritairement le fait de producteurs analphabètes [...]. L'augmentation des niveaux de productivité

* CNEARC : Centre national d'études agronomiques des régions chaudes, Montpellier, France.

** UCA : Universidad Centro-americana de Managua, Nicaragua.

passera par une amélioration de la technologie, et des programmes de formation [...] » (Gobierno de Nicaragua, 2000).

Le terme « technifié » (en espagnol : *tecnificado*) se réfère implicitement à des systèmes de production fondés sur des techniques issues de la recherche agronomique et fournis par l'agro-industrie : semences sélectionnées, traitements phytosanitaires, fumure minérale et mécanisation motorisée. « Technifié » serait ainsi synonyme d'intensif. Mais ce qualificatif est aussi employé au sujet des agriculteurs eux-mêmes : les agriculteurs « technifiés » (ou modernes) se différenciant ainsi des « non technifiés » (ou traditionnels), ces derniers étant de fait considérés comme les moins productifs.

Ainsi un même terme est utilisé aussi bien pour décrire une technique (une faible intensification), désigner une cause (l'analphabétisme et l'incompétence corrélative des agriculteurs) et en souligner les conséquences (la faible productivité et la pauvreté). Dès lors il devient aisé de porter un diagnostic sur la situation de l'agriculture nationale : certains agriculteurs seraient peu productifs et il conviendrait de les former pour qu'ils « modernisent » leurs systèmes de production.

Ce diagnostic des contraintes qui freineraient le développement de l'agriculture du pays est récurrent. Les facteurs politiques, économiques et sociaux qui entravent le développement des exploitations sont éludés et, par conséquent, écartés du champ des décisions politiques importantes. Cet article vise donc à remettre en question deux hypothèses qui fondent les politiques agricoles actuelles du Nicaragua mais aussi de nombreux autres pays centro-américains :

- l'intensification des systèmes de production agricoles ne relève pas de la simple compétence des agriculteurs. Les conditions de production et notamment l'accès sécurisé à la terre sont déterminants ;
- l'intensification en capital n'est pas synonyme de meilleures performances économiques. Les exploitations familiales agricoles créent plus d'emplois stables et de richesse par unité de surface que les grandes exploitations capitalistes.

La démonstration part d'une analyse fine de différentes situations agricoles. Plusieurs études ont été réalisées entre 1997 et 2002 au sein du CNEARC, de l'INAPG de l'IRAM et de la UCA¹ dans différentes régions du Nicaragua. Elles portent sur l'évolution des catégories d'exploitations et les systèmes de production qu'elles mettent en œuvre sur la base

1. INAPG : Institut national agronomique de Paris Grignon (Paris, France) ; IRAM : Institut de recherche et d'application des méthodes de développement (Paris, France) ; UCA : Universidad Centro Americana (Managua, Nicaragua).

d'observations directes et d'entretiens auprès des agriculteurs¹. En dehors de la région de la côte Atlantique, la majorité des situations agraires du pays a été analysée. Si ces études ponctuelles et sectorielles ne peuvent suffire à l'élaboration de politiques agricoles, elles permettent néanmoins de discuter des orientations actuelles.

DE LA CÔTE PACIFIQUE À LA CORDILLÈRE CENTRALE : UNE GRANDE DIVERSITÉ D'ÉCOSYSTÈMES CULTIVÉS

Des cycles cultureux plus ou moins nombreux...

Sur ses 130 000 km², le Nicaragua concentre une grande diversité de sols, de reliefs, d'altitudes et de climats. Les études ont été réalisées dans trois des quatre principales zones bioclimatiques identifiées grâce aux relevés pluviométriques du MAG-FOR² : la côte Pacifique, les plaines et la cordillère centrale. D'une zone à l'autre, non seulement les espèces cultivées varient mais aussi le nombre de cycles de cultures annuelles, élément clé de l'intensification des systèmes de culture. Les noms vernaculaires communément utilisés pour désigner les cycles cultureux sont des plus évocateurs : *primera*, *postrera* et *apante*.

Le cycle de *primera*, le premier, s'étend du mois de mai au mois d'août. Il est consacré aux cultures de sorgho dans les zones les plus sèches, et de maïs dans les zones plus humides. Le cycle de *postrera*, le second, s'étend du mois d'août (après la petite saison sèche nommée « *canicula* ») aux mois d'octobre-novembre. Il est réservé au semis du haricot rouge et du maïs. Enfin l'*apante* de novembre-décembre à février est en général réservé à la culture des haricots rouges.

... en fonction du climat

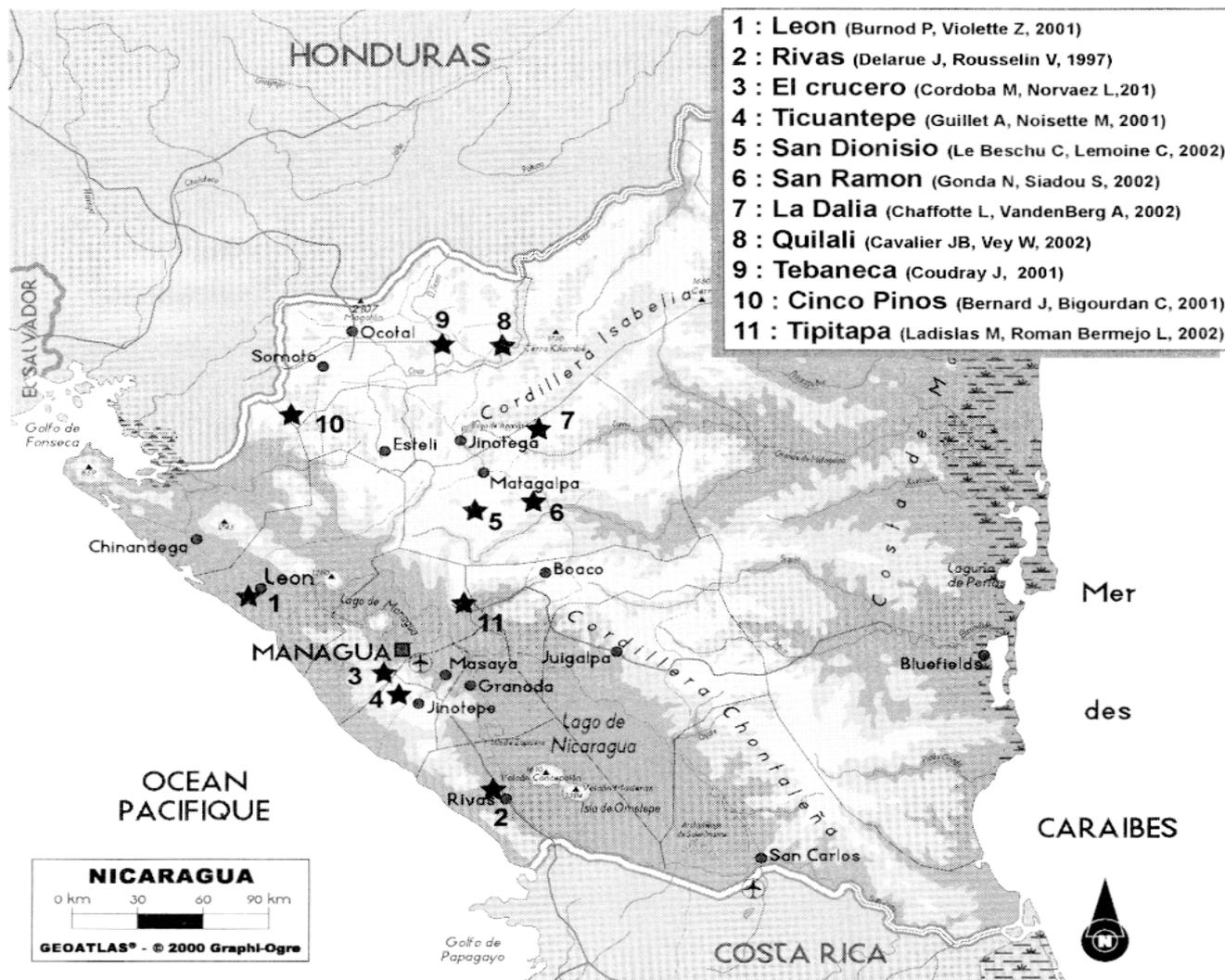
Sur la côte Pacifique, où règne un « climat tropical sec à influences océaniques », les précipitations (de l'ordre de 1 500 mm par an) sont totalement absentes de décembre à avril. Sans irrigation, les cultures en *apante* sont impossibles. Hormis les plaines humides, occupées par des plantations de canne à sucre ou de riz, et quelques grandes par-

1. L'ensemble de ces études a fait l'objet d'un premier travail de synthèse par Lydie Chaffotte et Astrid Van Den Berg, qui a servi de base à la rédaction du présent article.

2. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts du Nicaragua.

celles de maïs et haricot irriguées, l'essentiel de cette région est exploité en prairies destinées à l'élevage de bovins pour la viande.

Dans les plaines centrales, au relief ondulé et au climat « tropical sec », la pluviométrie annuelle comprise entre 700 et 1 200 mm interdit toute culture d'*apante*. De plus, les faibles pluies d'avril et mai mettent régulièrement en péril les cultures de maïs de premier cycle



CARTE 1. — Localisation des études régionales menées entre 1997 et 2002¹

1. Dans la suite de l'article chaque nom de lieu fait référence à l'étude correspondante, citée dans la bibliographie.

(*primera*) et expliquent que le sorgho et le sésame prennent une grande place dans les assolements. Les haricots rouges ne sont semés qu'en cycle de *postrera*. Contrairement à la frange pacifique, les réserves en eau sont très limitées, et l'irrigation difficile. L'élevage domine dans le paysage. Quelques localités, aux conditions du milieu biophysique particulières, se distinguent : à El Crucero par exemple, de grandes caféières occupent les versants des volcans, et à Ticuantepe, les émanations soufrées du volcan de Masaya, pénalisantes pour la culture du maïs, sont au contraire favorables à la production de fruits du dragon et d'ananas.

La chaîne des montagnes centrales, où le climat est « subtropical humide », est la plus arrosée des régions étudiées : de 1 500 à 2 000 mm par an. Les cours d'eau, abondants, sont en grande partie permanents. La *canicula* est brève et sa durée décroît avec l'altitude. Dans les parties les plus hautes, comme par exemple à La Dalia, le régime des pluies permet de réaliser les trois cycles de culture. Ces conditions très favorables à la culture du maïs et du haricot font de cette région un « grenier à grains » du pays. Les terres labourables sont cependant concentrées dans les vallées. Avec l'altitude, les proportions de caféières et de bananeraies augmentent aux dépens des pâturages. La culture du café est en effet largement présente en altitude où les températures, comprises entre 22 °C et 26 °C, et la pluviométrie abondante, accompagnée d'une période moins pluvieuse lors de la phase de repos végétatif, sont favorables à l'espèce *Coffea arabica*.

DES GRANDS DOMAINES CAPITALISTES
AUX PETITES EXPLOITATIONS FAMILIALES :
DE FORTES INÉGALITÉS
DANS L'ACCÈS AUX FACTEURS DE PRODUCTION

L'accès à la terre...

Malgré la diversité de leurs caractéristiques écologiques, ces différentes régions présentent un point commun : la coexistence de grands domaines qui occupent la plus grande partie des terres, et de nombreuses petites exploitations qui se contentent des espaces interstitiels. L'espace agricole est très inégalement réparti : actuellement 56 % du territoire est occupé par 9 % des producteurs, alors que 61 % des agri-

culteurs se partagent seulement 9 % de la surface agricole utile (CENAGRO, 2001).

Partout, les grands domaines sont spécialisés suivant les avantages comparatifs régionaux, dans des productions principalement destinées à l'exportation : la canne à sucre, l'élevage bovin, le café et plus marginalement les bananes ou le sorgho jaune. Ils occupent en général les terres les plus fertiles, aux sols les plus riches en matière organique, les moins lessivés, les plus profonds, les plus facilement mécanisables. En revanche, la majorité des parcelles des petits producteurs, consacrées à des cultures vivrières, est généralement localisée sur les terrains les plus difficiles à travailler (hauts de pentes érodés, sols peu profonds...) et les moins accessibles.

Alors qu'une minorité possède des centaines, voire des milliers d'hectares en faire-valoir direct, la plupart des agriculteurs n'exploite que quelques hectares, voire moins de 1 ha, souvent en fermage ou en métayage.

... et au travail

Derrière cette diversité des modes de tenure se cachent des rapports de production profondément différents. Dans la majorité des petites exploitations, le travail est fourni par les membres de la famille. Ces exploitations, ainsi qualifiées de familiales, n'ont qu'occasionnellement recours à de la main-d'œuvre salariée. D'autres, les exploitations patronales, font systématiquement appel à des ouvriers temporaires ou permanents en complément du travail familial. Enfin, dans les grands domaines spécialisés, le travail n'est fourni que par des salariés, permanents ou saisonniers. Le propriétaire, absentéiste dans la plupart des cas, confie même la gestion de son capital à un gérant : ce sont des exploitations capitalistes.

La diversité des catégories d'exploitations est donc beaucoup plus grande que la simple dichotomie « technifiés » et « non technifiés » : les grands domaines et les exploitations patronales occupent les meilleures terres, et les exploitations familiales sont souvent regroupées sur les zones les plus difficiles à exploiter. Elles incluent les minifundistes qui ne possèdent que de très petites surfaces et doivent trouver à s'employer en dehors de leur exploitation. Enfin, la population communément appelée « paysans sans terre » n'est pas négligeable.

L'AGRICULTURE « NON TECHNIFIÉE » :
DES EXPLOITATIONS FAMILIALES
LIMITÉES EN TERRES ET EN CAPITAL

*Entre précarité foncière et vente de main-d'œuvre :
la difficile intensification pour les « paysans sans terre »*

Beaucoup d'agriculteurs exploitent des parcelles appartenant à d'autres exploitations familiales ou patronales. Les modes de tenure sont des plus divers : prêt, location ou travail *a media*¹. Nous verrons, en comparant les différents types d'exploitations agricoles, que l'insécurité foncière qui en résulte restreint fortement les choix de production et les possibilités d'intensification.

Les contrats les plus précaires donnent accès à une parcelle pendant un seul cycle de culture. À Ticuantepe, au pied du volcan Masaya, les propriétaires louent leur champ entre deux cycles de culture d'ananas, le temps d'un cycle de haricots. Le locataire, qui ne peut qu'insérer sa culture dans la rotation, a peu de marge de manœuvre. De même, dans les régions d'élevage, la rénovation des prairies repose sur l'insertion d'un ou deux cycles de maïs et haricot. Le paysan « sans terre », auquel la parcelle est « prêtée », se voit donc confiés les travaux les plus pénibles, dont le nettoyage du *tacotal* (recru arbusatif plus ou moins développé) pour n'en profiter que pendant un, voire deux cycles. Bien souvent il doit aussi se charger d'ensemencer la nouvelle prairie après la dernière récolte.

À Quilali ou à Cinco Pinos, dans les montagnes centrales, près de la moitié des producteurs sont des paysans « sans terre ». C'est en général au sein de la famille élargie, ou auprès de l'employeur principal que ces agriculteurs se font « prêter » de la terre. Là encore, dans la majorité des cas, ces mises à disposition sont limitées à un cycle de culture.

Avec un accès à la terre aussi restreint, ces paysans ne peuvent donc cultiver que des plantes annuelles comme le maïs et le haricot. En outre, sans garantie foncière, ces agriculteurs n'ont pas accès au crédit bancaire. Sans réserve de trésorerie, nombre d'entre eux sont

1. *A media* : cette expression pourrait se traduire littéralement par « à moitié ». Il s'agit du métayage. Plusieurs modalités existent mais généralement le propriétaire fournit la terre et les intrants tandis que le paysan apporte son travail. La rente foncière s'élève alors à la moitié de la récolte.

obligés de s'endetter auprès de commerçants ou de voisins en début de campagne, pour acquérir les semences et plus rarement des engrais et produits phytosanitaires. De plus ils doivent rembourser leurs emprunts, souvent contractés à des taux usuraires, dès la récolte au moment où les prix des produits sont au plus bas : la valeur d'un kilogramme de maïs en septembre atteint à peine celle de 350 g en avril, au moment de la soudure alimentaire.

Enfin, dotés d'un équipement rudimentaire, ces paysans ne peuvent cultiver de grandes surfaces : le désherbage manuel, qui constitue la principale pointe de travail, empêche un actif de cultiver plus d'un demi, voire deux tiers d'hectare.

Avec peu d'intrants, un précédent cultural non maîtrisé et des conditions de stockage précaires, les rendements nets des paysans sans terre sont faibles et extrêmement variables. Dans les différentes régions étudiées, ils varient de 6 à 22 q de maïs et de 3 à 13 q de haricots par hectare, pertes déduites.

Petites parcelles, petits rendements, petits prix et versement d'une rente foncière : les revenus agricoles trop faibles contraignent les paysans sans terre à vendre leur force de travail dans des exploitations voisines, en ville ou à l'étranger. La migration saisonnière au Costa Rica ou aux États-Unis est ainsi devenue une caractéristique structurelle du marché du travail nicaraguayen (Cepal, 1999). De plus, ces emplois, qui s'ajoutent aux services rendus aux propriétaires et usuriers, compromettent souvent la bonne conduite de leurs parcelles. Il est ainsi fréquent que les désherbages soient différés, ce qui affecte d'autant les rendements.

Ces familles répartissent constamment leur temps de travail entre la recherche de terres à cultiver, la conduite des cultures et la vente de main-d'œuvre. Ce fragile équilibre s'apparente à un cercle vicieux où les perspectives d'accumulation sont fort limitées. L'acquisition de terres est impossible. Bien souvent, le statut de paysan sans terre se perpétue de génération en génération.

*L'intensification par le travail :
les exploitations familiales minifundistes*

La distinction entre paysans sans terre et minifundistes n'est pas toujours aisée car ces derniers exploitent eux aussi de très petites surfaces (entre 0,5 et 2 ha par actif), dont ils louent souvent une partie. Mais à la différence des précédents, le fait qu'ils se considèrent

propriétaires, même si les surfaces sont réduites, permet d'amorcer un processus d'intensification. En effet, ces petits lopins, souvent situés à proximité des habitations, sont consacrés aux « jardins-vergers ». Ces systèmes agro-forestiers complexes combinent une strate arborée de fruitiers (manguiers, avocatiers, citronniers...) et de bananiers, une strate arbustive de cultures pérennes (piment, caféiers), et enfin une strate herbacée de cultures annuelles ou bisannuelles (tubercules et cucurbitacées). Les exploitations sont pour la plupart éloignées des marchés et disposent de moyens de transport rudimentaires (à dos d'homme ou à cheval). La production de ces jardins, périssable et pondéreuse, n'est donc que rarement commercialisée mais participe pleinement à l'alimentation familiale.

Dans les régions propices, les petits propriétaires n'hésitent pas à installer des caféières. Les cultures intercalaires associées, maïs ou bananiers plantains, permettent de bénéficier d'une production dès la première année. L'association avec les bananiers mais aussi avec des arbres forestiers, comme le *guaba (Igna vera)*, ou fruitiers, joue de multiples rôles : ombrage limitant le développement des adventices, maintien de la fertilité, diversification des sources de revenu grâce à la vente des fruits. Même si les densités de plantation de caféiers apparaissent faibles aux yeux des techniciens (environ 4 000 pieds par hectare), grâce aux espèces associées ces petites plantations s'avèrent en fait extrêmement productives.

L'exploitation en propriété de quelques centaines de mètres carrés suffit donc à amorcer une intensification. À La Dalia, la comparaison des résultats des paysans sans terre et des minifundistes permet d'évaluer l'impact de la tenure sur la productivité de la terre¹ (fig. 1).

La sécurité foncière permet de mettre en place des cultures pérennes plus rémunératrices mais également d'intensifier les cultures céréalières. Ainsi à La Dalia, les parcelles de maïs des minifundistes sont fréquemment bordées de pieds de manioc ou de bananiers et plusieurs cycles culturels sont pratiqués. À Quilali, alors que les paysans sans terre ne peuvent cultiver qu'un cycle de maïs, les minifundistes le font suivre systématiquement du haricot de *postrera* ou d'*apante*. Outre la nette augmentation de valeur ajoutée que ce deuxième cycle apporte, la présence d'une légumineuse dans la rotation assure de meilleurs rendements de maïs.

1. La productivité de la terre a été mesurée par la valeur ajoutée nette (VAN) rapportée à la surface utile. La VAN est obtenue en déduisant les amortissements de capital fixe de la somme des valeurs ajoutées brutes (VAB) des systèmes de cultures et d'élevage composant le système de production. La VAB correspond à la valeur de la production moins la valeur des consommations intermédiaires. Dans les deux cas, il s'agit d'une mesure de la richesse créée par la mise en œuvre d'un système technique (Dufumier, 1996).

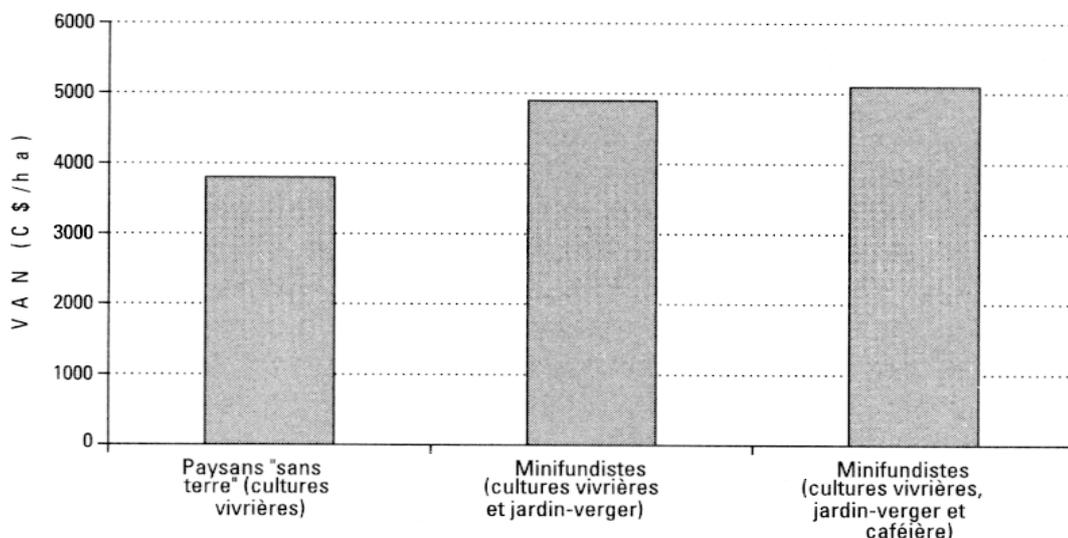


FIG. 1. — Comparaison de la productivité de la terre¹ de différents systèmes de production de La Dalia

Dans les zones sèches, comme à Cinco Pinos, les précipitations modérées au cours du premier cycle autorisent, sur les terrains bien drainés, la succession haricot de *primera* / haricot de *postrera*. Une jachère d'un an tous les trois ou quatre ans est nécessaire pour maintenir la fertilité. Cette gestion pluriannuelle n'est évidemment possible qu'à la condition de pouvoir exploiter la même parcelle sur plusieurs années ; c'est pourquoi des champs conduits en apparence de façon similaire sont souvent plus productifs chez les minifundistes propriétaires que chez les paysans sans terre.

Épargne et investissement : les petites exploitations familiales

Bien que très productifs à la surface, de tels systèmes de production ne permettent qu'une accumulation lente. Celle-ci passe en premier lieu par l'acquisition de quelques animaux tels que des poules, des porcelets à engraisser, des truies, puis, ultime étape de capitalisation, quelques vaches laitières. Mais même dans ce dernier cas, la production laitière n'apporte qu'un complément de revenu. En effet, les faibles volumes produits, alliés à des infrastructures routières souvent défectueuses, intéressent peu les laiteries. Le lait est donc transformé en fro-

1. C\$: Cordobas, unité monétaire nicaraguayenne (14 C\$ = 1 US\$).

mage (*cuajada*), et commercialisé localement. Les agriculteurs privilégient les races rustiques, issues de croisements entre Brahman et Brune des Alpes, mais les soins vétérinaires sont rares et les taux de mortalité demeurent élevés. Une fois la ou les reproductrices acquises, ce n'est qu'après plusieurs années d'exploitation du cheptel qu'une partie du produit de la vente des animaux peut permettre d'accroître les surfaces en propriété, pour atteindre 2 à 4 ha par actif.

Cependant, rares sont les cas où l'acquisition de la première vache a pu se faire sans contribution extérieure, telle un projet de crédit à l'investissement. Dans la dernière décennie, il semble que ce soit le jeu des différenciations sociales internes aux coopératives de production, révélées au moment de leur démantèlement, qui ait été le moteur principal de l'accumulation en terres de petits exploitants.

Quoi qu'il en soit, de tels systèmes de production combinant polyculture et petits élevages sont tout à fait performants : de petites surfaces, variables selon les conditions pédo-climatiques et les productions, suffisent à satisfaire les besoins d'une famille moyenne. À La Dalia par exemple, 1 ha suffit pour couvrir les besoins d'un actif et ses dépendants estimés à 10 000 C\$ en 2002. À Cinco Pinos et à Quilali, où les communications sont plus difficiles, les seuils sont de l'ordre de 1,5 ha. À l'inverse, à Ticuantepe, où les cultures commerciales à haute valeur ajoutée (fruit du dragon, ananas) bénéficient du marché proche de Managua, un demi-hectare suffit.

Contrairement à ce qui est couramment avancé, la faiblesse des revenus des exploitations familiales nicaraguayennes ne résulte donc pas d'une inefficacité technico-économique. Les producteurs mettent au point des combinaisons de productions et de techniques qui leur permettent de survivre sur quelques centaines de mètres carrés en ayant recours à peu d'intrants. Cette intensification résulte d'un investissement élevé en travail et non en capital, facteur qui fait cruellement défaut. Ce sont les disponibilités foncières, inférieures aux surfaces minimales pourtant très basses que nous avons pu évaluer, qui limitent les revenus. Pour subvenir aux besoins de leur famille, les agriculteurs n'ont d'autre issue que de vendre leur force de travail ; cependant le niveau des salaires, bien inférieur à la productivité du travail¹ investi sur leurs propres exploitations, ne peut conduire à la moindre accumulation.

1. La productivité du travail a été mesurée par la valeur ajoutée brute (VAB) ramenée au nombre de jour de travail nécessaires. La valeur ajoutée nette n'est pas utilisée dans ce cas car il est trop difficile d'évaluer dans une exploitation l'usure des équipements relative à chaque système de culture.

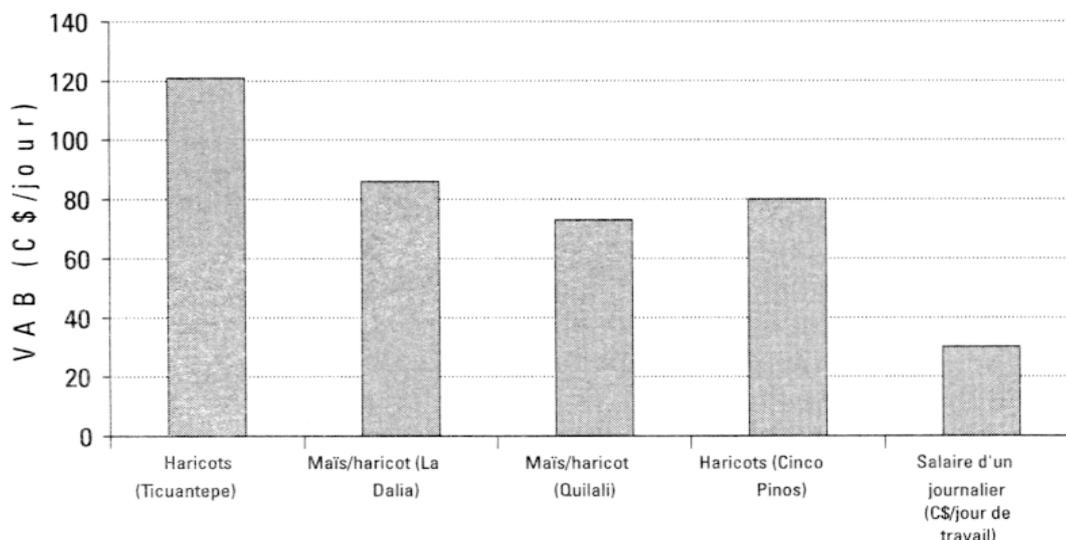


FIG. 2. — Comparaison de la productivité du travail de quelques systèmes de cultures pratiqués par les paysans minifundistes, et du salaire d'un ouvrier agricole

L'AGRICULTURE « TECHNIFIÉE » :
DES EXPLOITATIONS PATRONALES ET CAPITALISTES
SANS CONTRAINTES FONCIÈRES NI FINANCIÈRES

Les exploitations patronales :
disposer d'une main-d'œuvre bon marché

Avec rarement plus de 150 ha par actif, les exploitations patronales concentrent néanmoins beaucoup de foncier : à Tepalneca, par exemple, elles représentent 8 % des exploitations mais 76 % des surfaces agricoles exploitées.

Sans contraintes foncières, ces producteurs obtiennent des revenus agricoles suffisants pour couvrir les besoins de consommation familiaux et disposer d'un fond de roulement pour l'achat d'intrants. Ils emploient des ouvriers agricoles pour faire face aux principales pointes de travail, évitant ainsi des retards pénalisant les rendements. Les systèmes de productions mis en œuvre sont aussi diversifiés que ceux des exploitations familiales mais l'intensification porte ici autant sur le capital que sur le travail.

Globalement les rendements des cultures vivrières conduites avec des semences sélectionnées, des engrais minéraux et des travaux

réalisés à temps sont plus élevés. De plus, disposant de bonnes conditions de stockage et d'une trésorerie suffisante, ces agriculteurs peuvent attendre les meilleures conditions de commercialisation. Ainsi à Quilali, par exemple, les rendements du maïs sont de 2 à 4 fois plus élevés que ceux obtenus par les exploitations familiales, et le maïs est vendu 1,5 fois plus cher (le prix de vente augmente de 60 % entre la récolte en octobre-novembre et la période de soudure en juillet-août).

La sélection génétique des troupeaux est plus poussée. Les prairies réparties dans différents étages altitudinaux et une charge animale presque 2 fois plus faible que celle pratiquée dans les élevages bovins des exploitations familiales permettent d'assurer un bon niveau d'alimentation fourragère tout au long de l'année. Selon l'accessibilité des marchés, les éleveurs privilégieront l'engraissement des taurillons et la production de fromage, comme à Telpaneca, ou la vente de lait frais, comme dans le département de Matagalpa. Des compléments céréaliers ou fourragers distribués aux vaches en lactation durant la saison sèche permettent une production de lait régulière et de meilleures conditions de vente : entre l'hivernage et la saison sèche, le prix du lait peut augmenter de 50 %.

Dans la cordillère centrale, comme à San Ramon ou La Dalia, la plupart des agriculteurs patronaux possèdent également des caféières. Les opérations culturales nombreuses sont gérées par le patron avec l'aide d'ouvriers agricoles : recépage tous les cinq ans, taille de fructification régulière, élimination des gourmands, taille de régulation de l'ombrage, désherbage, application d'engrais foliaires, traitements phytosanitaires préventifs et curatifs et bien sûr récoltes. Les cerises sont traitées au fur et à mesure de la récolte, à l'aide de dépulpeuses à moteur. Les rendements obtenus sont ainsi 2 à 3 fois plus élevés que ceux obtenus par les petits caféiculteurs.

Un des éléments déterminants du bon fonctionnement de ces exploitations patronales est donc la garantie de pouvoir mobiliser une main-d'œuvre complémentaire en quantité voulue et aux moments idoines. À cette fin, les patrons offrent des contrats de métayage avantageux en contrepartie de travail sur leur exploitation aux périodes de pointe.

Les exploitations capitalistes : baisser les coûts de production et notamment du travail

À la différence des groupes précédents, ces exploitations sont généralement spécialisées suivant les avantages comparatifs régionaux. L'élevage bovin est omniprésent ; il est orienté vers la production laitière et l'embouche dans les parties les plus arrosées du pays, et vers l'élevage des jeunes dans les régions plus sèches. À Quilali, par exemple, les haciendas d'élevage bovin laitier de plus de 100 et jusqu'à 700 ha dominant. En altitude la caféiculture est plus courante, et dans les plaines, les grandes cultures de céréales et d'oléoprotéagineux (arachide, soja), de canne à sucre et de bananiers dominant.

Ces dernières années, la baisse des prix du café vert payé aux producteurs a conduit les propriétaires à rendre la conduite des plantations plus extensive (diminution de la fréquence des tailles, réduction du nombre de désherbages, etc.) et parfois à reconverter les parcelles les moins propices en pâturages. Les emplois agricoles offerts dans ces exploitations ont donc fortement diminué.

La logique économique qui préside à la gestion de ces grands domaines les différencie nettement des exploitations patronales. Dans ce dernier cas, une partie non négligeable du travail est fournie par le chef d'exploitation et sa famille. La main-d'œuvre extérieure est indispensable, mais seulement de façon ponctuelle. Ce qui importe alors c'est la disponibilité de cette force de travail à des périodes bien définies ; son coût reste réduit. Dans le cas des exploitations capitalistes, c'est l'ensemble du travail qui est fourni par des salariés. Dès lors, la maximisation du taux de profit suppose de baisser les coûts de production et, parmi eux, les salaires. La mise en œuvre de systèmes de productions spécialisés dans l'élevage extensif de bovins ou les grandes cultures mécanisées découle directement de cette contrainte.

DES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES DISCUTABLES

À l'image de l'ensemble du pays, la concentration foncière est très marquée dans les différentes régions étudiées ; au-delà des questions de justice sociale, il convient de s'interroger sur la pertinence économique d'une telle répartition de la terre.

L'analyse comparée des résultats technico-économiques de ces différentes catégories d'exploitations révèle d'importantes disparités.

Le revenu agricole des exploitations familiales de La Dalia est 10 fois inférieur à celui des exploitations patronales ; et ces dernières disposent de revenus 4 fois plus faibles que les exploitations capitalistes. Dans les autres régions étudiées, les ordres de grandeurs sont similaires.

TABLEAU 1. — *Proportion des différents types d'exploitation*
(% du nombre total d'exploitations évalué
à partir d'enquêtes rapides réalisées dans les zones d'étude)

Types d'exploitations	La Dalia	Quilali	Ticuan- tepe	Cinco Pinos
Paysans sans terre	30	39	14	60
Exploitations familiales	63	50	63	30
Exploitations patronales	5	10	16	10
Exploitations capitalistes	2	1	7	

TABLEAU 2. — *Revenus agricoles des exploitations familiales,*
patronales et capitalistes à La Dalia

Types d'exploitation	Revenu agricole/actif
Exploitation familiale « jardin, vivrier et café »	20 000 C\$/actif familial
Exploitation patronale « vivrier et café avec intrants, bovins »	200 000 C\$/actif familial
Exploitation capitaliste « café et élevage laitier »	860 000 C\$/propriétaire

Ce résultat pourrait conduire à conclure à une plus grande efficacité économique des exploitations capitalistes et patronales. Mais l'évaluation de l'efficacité économique d'un système de production ne peut se résumer au seul revenu agricole. Ce dernier constitue un bon indicateur pour les producteurs, dont il traduit la « richesse » individuelle. En revanche, il ne permet pas d'évaluer la contribution des différents types d'exploitations à l'économie nationale. La productivité de la terre ou le nombre d'emplois créés constituent des critères bien plus pertinents.

De ce dernier point de vue, les exploitations capitalistes et patronales sont sources d'emplois dans les campagnes nicaraguayennes. Les paysans sans terre et de nombreux petits propriétaires y trouvent un complément de revenu indispensable.

Cependant, le dénombrement des emplois salariés ne rend que partiellement compte de l'impact des différentes catégories sur le mar-

ché du travail. Il faut aussi considérer la main-d'œuvre familiale mobilisée, qui traduit la capacité d'« auto-emploi » des exploitations agricoles.

TABLEAU 3. — *Comparaison du nombre d'emplois salariés dans les exploitations familiales, patronales et capitalistes à La Dalia*

Types d'exploitation	Nombre d'emplois salariés
Exploitation familiale « jardin, vivrier et café »	0
Exploitation patronale « vivrier et café avec intrants, bovins »	2 travailleurs permanents + 600 jours de travail temporaire pour 50 ha
Exploitation capitaliste « café et élevage laitier »	50 travailleurs permanents pour 200 ha

L'agriculture familiale créatrice de richesse...

Pour l'économie nationale, la productivité de la terre constitue un indicateur bien plus pertinent que les revenus agricoles. À Quilali, par exemple, elle a été évaluée pour les principaux systèmes de productions pratiqués par les exploitations familiales, patronales et capitalistes.

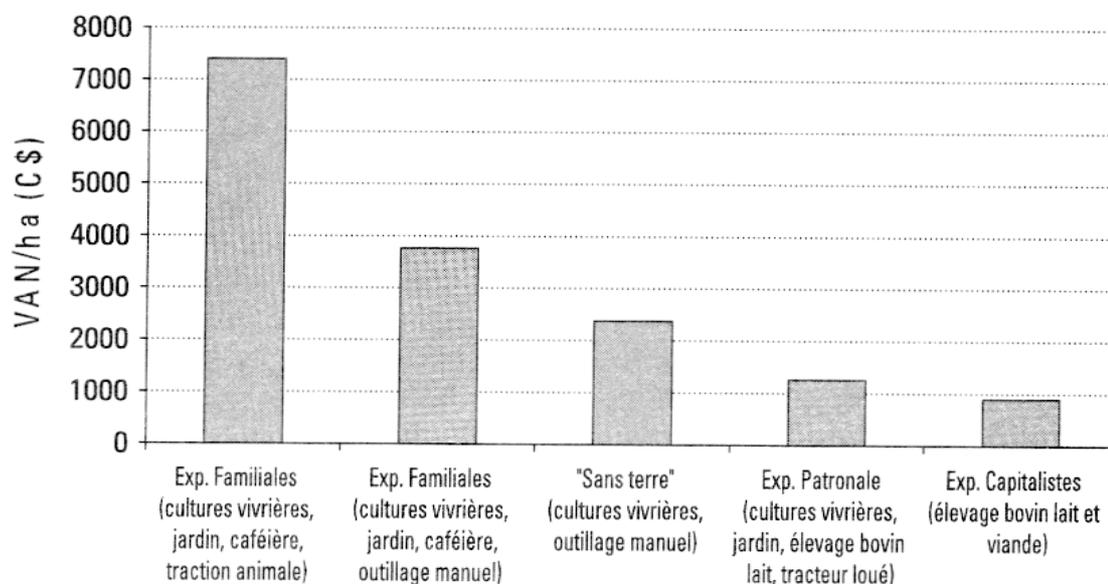


FIG. 3. — *Productivité de la terre des exploitations familiales, patronales et capitalistes de Quilali*

Les grands domaines capitalistes et les exploitations patronales apparaissent bien moins productifs que les exploitations familiales : chaque hectare d'une exploitation familiale produit de 2 à 6 fois plus de richesse que dans une exploitation patronale et de 3 à 8 fois plus que dans une exploitation capitaliste.

Aussi surprenant soit-il, ce résultat est pourtant logique : assurer une forte production à l'hectare est la seule issue pour des familles disposant de si peu de terres. Certes cette productivité est obtenue au prix d'importants investissements en travail. Mais dans le cas des exploitations familiales, ce travail n'est pas un coût (Chayanov, 1990) et ce, d'autant moins que les possibilités d'emplois non agricoles sont localement des plus réduites. Dans les exploitations patronales, la contrainte foncière est bien moindre, ce qui autorise l'adoption de systèmes déjà plus extensifs. Surtout, la main-d'œuvre extérieure est payée à un niveau bien inférieur à sa productivité (30 C\$ contre environ 170 C\$), ce qui laisse une marge brute confortable au patron. Enfin, dans les grands domaines, la faible productivité de la terre est compensée par son abondance.

Et le cas de Quilali n'a rien de particulier : à l'échelle nationale, l'élevage bovin est l'activité la plus fréquemment menée au sein des exploitations capitalistes et patronales. Le recensement national 2000-2001¹ indique que l'élevage bovin est présent dans 85 % des exploitations de plus de 70 ha. De même, les exploitations familiales de Quilali sont assez représentatives des montagnes centrales du pays : combinaison d'un jardin verger, de cultures vivrières, d'une plantation de caféiers, d'arbres fruitiers et de quelques têtes de bovins. La diversification permet en effet de répartir la charge de travail tout au long de l'année, évitant d'autant le recours au travail... salarié. Elle permet aussi de répartir les risques pour faire face à une baisse des prix ou à un problème sanitaire.

Finalement, avec 1,5 million d'hectares exploités par des exploitations capitalistes d'élevage bovin, près d'un tiers de la surface agricole du pays est consacré à l'une des activités agricoles qui produit le moins de richesses à l'hectare...

L'agriculture familiale créatrice d'emplois

Les mêmes considérations économiques conduisent à des niveaux d'emplois très différents. Les exploitations capitalistes de Quilali emploient 1 salarié permanent pour 70 ha environ. Les élevages laitiers

1. CENAGRO, 2001.

patronaux ou capitalistes de La Dalia, plus intensifs, offrent 1 emploi permanent pour 35 ha. Dans cette même commune, un agriculteur familial disposant d'un jardin verger, d'une petite caféière et de quelques parcelles de cultures vivrières obtient un revenu équivalent à celui d'un salarié avec moins de 1,5 ha. À rémunération égale, l'agriculture familiale crée donc plus de 20 fois plus d'emplois que l'élevage laitier patronal ou capitaliste le plus intensif, et 50 fois plus que l'élevage bovin mixte. Là encore, les études réalisées dans les autres régions du pays aboutissent à des ordres de grandeur comparables. Ce résultat découle lui aussi des caractéristiques mêmes de l'agriculture familiale : en l'absence d'emploi extérieur, le chef d'exploitation a tout intérêt à investir le travail familial sur l'exploitation, et si ses moyens de production le permettent, le revenu agricole peut s'accroître, de même que la rémunération des actifs familiaux.

Seules les grandes plantations de café font exception. À la Dalia, l'étude réalisée montre qu'elles créent tout à la fois beaucoup de richesses et d'emplois à l'hectare. Mais à l'échelle nationale, à peine plus de 2 000 exploitations pratiquent cette caféiculture sur des surfaces de plus de 70 ha. Par ailleurs la rentabilité de tels systèmes repose sur la sous-rémunération des ouvriers : le salaire journalier de 30 C\$ permet tout juste de couvrir les besoins minimaux d'un travailleur et sa famille. Si des salaires aussi bas sont si facilement acceptés par les ouvriers, c'est qu'ils n'ont pas le choix : pour beaucoup de paysans sans terre c'est la seule solution pour survivre. Ces exploitations capitalistes puisent leur rentabilité dans l'inégale structure foncière du pays et les faibles niveaux de salaires qui en découlent. Enfin, ces emplois sont des plus précaires : entre 2000 et 2003, avec la baisse des cours mondiaux du café, le nombre d'emplois dans le secteur du café a été réduit des deux tiers, entraînant de nombreux mouvements sociaux de protestation notamment à Matagalpa et Jinotega.

Cette précarité du salariat agricole est très préoccupante dans une économie dont les secteurs secondaires et tertiaires sont encore peu développés. Et c'est peut-être tout l'intérêt des exploitations familiales que de ne pas connaître les licenciements ! Les petits caféiculteurs ont aussi ressenti durement la crise du café, mais leurs productions, plus diversifiées, et en partie tournées vers l'autoconsommation, leur confèrent plus de résistance. Surtout, toute amélioration de la conjoncture économique se traduit par une meilleure rémunération du travail et, si les surfaces sont suffisantes, les revenus dépassent facilement le salaire d'un ouvrier. Toutes les études réalisées montrent que 2 ha suffisent pour qu'un actif obtienne un revenu près de 2 fois supérieur au salaire d'un ouvrier permanent. Cependant, trop de minifundistes et de pay-

sans sans terre dépendent d'un revenu extérieur pour survivre. Licenciés, ils n'ont d'autre recours que d'aller s'entasser dans les bidonvilles de Managua ; les coûts économiques et sociaux à moyen et long termes de ces migrations internes n'ont pas été évalués. Mais l'on peut présager de l'ampleur des préjudices portés à l'économie nationale.

UNE AGRICULTURE EN MANQUE DE POLITIQUE FONCIÈRE

Entre de trop petites exploitations familiales, dépendantes de revenus extérieurs pour survivre, et des exploitations capitalistes qui immobilisent de vastes surfaces pour des résultats économiques moins intéressants pour la nation, les exploitations familiales et patronales de taille moyenne, très productrices et créatrices d'emplois, constituent une voie médiane dont pourraient s'inspirer davantage les politiques économiques de lutte contre la pauvreté.

Dès lors qu'elles disposent de moyens suffisants pour l'emploi de semences sélectionnées, d'engrais et de produits phytosanitaires, ces exploitations diversifiées et intensives en travail sont les plus performantes : elles assurent une bonne productivité de la terre et génèrent un nombre élevé d'emplois correctement rémunérés. Mais cette intensification résulte avant tout des disponibilités foncières des agriculteurs. Avec quelques hectares, voire centaines de mètres carrés supplémentaires, beaucoup de paysans sans terre et de minifundistes suivraient la même voie et pourraient vivre dignement de leur exploitation. Une redistribution foncière limitant les grands domaines au profit des exploitations familiales se justifie tout à fait, non seulement pour lutter contre la pauvreté rurale mais aussi pour favoriser le développement économique national.

Certes, limiter ainsi l'emprise des exploitations capitalistes pourrait se traduire par une baisse des exportations agricoles et une moindre entrée de devises. Il n'est cependant pas certain que cela entraîne un déficit de la balance commerciale du pays. Toute surface consacrée aux cultures d'exportation se traduit en effet par une moindre production vivrière. Il faut tenir compte du fait que l'autosuffisance alimentaire du Nicaragua est loin d'être assurée : rappelons que la facture alimentaire par habitant a augmenté de 67 % au cours des années 1990 pour représenter 15 % des importations totales du pays en 1999 (IRAM-AEDES, 2000). Une partie non négligeable des devises issues de l'exportation de produits agricoles (café, viande) se trouve ainsi réexportée... Par ailleurs les exploitations familiales sont parfaitement capables de

consacrer une partie de leurs terres aux cultures d'exportation, les cafières de La Dalia et les plantations d'ananas de Ticuantepe en sont une bonne illustration.

Compte tenu de l'histoire du Nicaragua, évoquer aujourd'hui des mesures de politique foncière reste délicat. Comme pour l'ensemble du continent latino-américain, cette structure foncière trouve son origine dans la colonisation ibérique. Pourtant, au Nicaragua, différentes réformes agraires ont été appliquées (Baumeister, 1998). La question foncière a même contribué au déclenchement de la guerre civile qu'a connue le pays à la fin des années 1970 (Marti, 1987). Toute nouvelle intervention sur ce terrain devrait donc tirer les leçons de l'histoire. Sous Somoza, plus qu'une redistribution, l'Institut agraire du Nicaragua a surtout favorisé l'avancée de la frontière agricole vers la côte Atlantique. Dépourvue de toute mesure d'accompagnement qui aurait pu donner aux bénéficiaires les moyens, notamment financiers, de mettre en valeur leurs nouvelles terres, cette colonisation n'a permis qu'à bien peu d'exploitations de s'établir durablement. Sous le régime sandiniste, la terre a cette fois bel et bien été redistribuée mais au profit de fermes d'État (les UPE : Unité de production d'État) ou de coopératives de production (CAS : Coopératives agraires sandinistes) qui ont rapidement montré leurs limites : centralisation excessive des décisions, désintéressement d'une main-d'œuvre au statut plus proche de celui du salarié que de celui d'exploitant (Dufumier, 1983).

Force est de reconnaître que le retour actuel du « latifundisme » n'est pas plus favorable à l'économie nationale que le récent passé socialiste du pays. Au-delà des deux modèles qui ont fait la démonstration de leur inefficacité (grands domaines capitalistes et coopératives de production), la troisième voie ne serait-elle pas d'accroître le nombre d'exploitations familiales propriétaires de suffisamment de terre et libres de leurs choix de production pour vivre de leur travail ?

La situation respective des paysans sans terre et des minifundistes souligne l'importance de la sécurité foncière. Les performances des petites exploitations familiales et patronales montrent à quel point disposer de terres en quantité suffisante est indispensable pour amorcer un processus d'intensification.

La pauvreté, contre laquelle il s'agit désormais de lutter, puise son origine dans la question foncière. Il n'est donc pas certain que la seule formation des agriculteurs « non technifiés » soit la réponse la plus adaptée. La formation et l'assistance technique ne pourront porter leurs fruits sans un minimum de redistribution foncière préalable et un large accès au crédit opérés dans le cadre d'une politique agricole

ambitieuse. À moins que le PPP (Plan Puebla Panama) visant à faire entrer l'Amérique centrale dans l'actuel ALENA¹ n'offre très rapidement de bonnes perspectives d'emplois industriels à tous ces paysans analphabètes...

BIBLIOGRAPHIE

- Baumeister E. (1998), *Estructura y reforma agraria en Nicaragua (1979-1989)*, Managua (Nicaragua), Centro de Estudios para el Desarrollo Rural, 249 p.
- Bernard J., Bigourdan C. (2001), *Diagnostic agro-socio-économique du Municipio de Cinco Pinos : du système agraire reproductible de défriche-brulis à la crise foncière actuelle*, mémoire de 1^{re} année CNEARC, Montpellier, 139 p.
- Le Beschu C., Lemoine C. (2002), *Diagnostic agraire de San Dionisio 1986-2002*, mémoire de 1^{re} année CNEARC, Montpellier, 102 p.
- Burnod P., Violette Z. (2001), *L'agriculture périurbaine des paysans de Suta-via-León*, mémoire de 1^{re} année CNEARC, Montpellier, 101 p.
- Cavalier J. B., Vey W. (2002), *Évolution de l'agriculture dans la commune de Quilali : un retour aux années 1970 ? Comment sécuriser et généraliser l'accès à la terre au niveau local quand la politique foncière nationale favorise la concentration ?*, mémoire de 2^e année CNEARC, Montpellier, 108 p.
- CENAGRO (2001), <http://www.inec.gob.ni/cenagro/perfiles.htm>, page consultée en avril 2004.
- CEPAL (1999), Nicaragua : uso productivo de las remesas familiares, *Comisión Económica par America Latina el Caribe (LC/MEX/L.414)*, décembre.
- Chaffotte L., Berg A. van den (2002), *Le financement rural : impact sur le développement de l'agriculture familiale. Étude de la caisse rurale de FUNDESER à La Dalia, Matagalpa (Nicaragua)*, mémoire de 2^e année CNEARC, Montpellier, 229 p.
- Chayanov A. (1990), *L'organisation de l'économie paysanne*, Alençon, Librairie du regard.
- Cordoba M., Narvaez L. (2001), *Diagnostico regional de sistema agrario en una region comprendida entre la comunidad El Eden y la comunidad de Las Nubes (El Crucero)*, mémoire UCA, Managua (Nicaragua), 183 p.
- Coudray J. (2001), *Étude diagnostic d'un système agraire d'une petite région rurale du nord du Nicaragua (canton de Telpaneca, province de Madrid)*, mémoire INAP-G, Paris, 110 p.
- Delarue J., Rousselin V. (1997), *Diagnostic agraire de la plaine de Rivas : Persistence historique de la paysannerie et émergence d'une agriculture patronale intensive*, mémoire de 2^e année CNEARC, Montpellier, 73 p.

1. Accord de libre échange nord-américain.

- Dufumier M. (1983), La question agraire au Nicaragua, *Revue Tiers Monde*, t. XXIV, n° 95, Paris, p. 597-608.
- Dufumier M. (1996), *Les projets de développement agricole, manuel d'expertise*, Paris, Éd. CTA-Karthala, 349 p.
- Gobierno de Nicaragua (agosto 2000), Estrategia Reforzada de Reducción de la Pobreza ; <http://www.magfor.gob.ni/>, site consulté en avril 2004.
- Gonda N., Siadou S. (2002), *Sur quelles bases construire le San Ramon de demain ? Diagnostic agraire d'une petite région caféière dans le département de Matagalpa, Nicaragua*, mémoire de 1^{re} année CNEARC, Montpellier, 112 p.
- Guittet A., Noisette H. (2001), *Entre développement agricole, urbanisation et écotourisme : les enjeux d'une région péri-urbaine de Managua (Ticuan-tepe)*, mémoire de 1^{re} année CNEARC, Montpellier, 94 p.
- IRAM/AEDES (2000), Sécurité alimentaire et politique agricole des pays développés : problématiques nationales et enjeux des négociations internationales, *Journées d'études*, Paris, septembre 2000, 143 p.
- IRAM (2001), *Situación de la seguridad alimentaria en Nicaragua depues del Mitch*, Managua (Nicaragua), Éd. Resal Nicaragua, 60 p.
- Ladislav M., Roman Bermejo L. (2002), *Analyse-diagnostic du système agraire de la région nord de la municipalité de Tipitapa*, mémoire INAP-G, Paris, 65 p.
- MAG-FOR (2002), Políticas agropecuarias, 27 p., <http://www.magfor.gob.ni/politica.PDF>, document consulté en juin 2004.
- Marti S. (1987), *La última rebelión campesina ?, Revolución y contrarevolución en Nicaragua 1979-1987*, Tesis de maestria en historia latinoamericana, Universidad internacional de Andalucía (Espagne), p. 30-151.